

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1591

2 juin 2016

### SOMMAIRE

4B Finance S.à r.l. ....	76328	Cadogan GDC S.à r.l. ....	76325
A.02 Clés-Mains Guy Rollinger ....	76367	Carix S.à r.l. ....	76329
Achorlux S.A. ....	76326	Cesto S.A. ....	76328
ALcontrol Investors (Luxembourg) S.à r.l. ..	76330	Chauffage du Nord S.à.r.l. ....	76329
Algeco/Scotsman Holding S.à r.l. ....	76328	Chêne «Lucus» ....	76367
Art Deco Lux S.A. ....	76322	China Designer Outlet Mall S.A. ....	76326
Asia Property Fund IV S.A. SICAV-SIF ....	76330	Cinjan S.à r.l. ....	76329
Bard Operations Center S.à r.l. ....	76322	Citrus Energy International Group S.à r.l. ..	76325
Bati Expansion ....	76325	Clearstream International ....	76331
Belmont Immobilière S.à r.l. ....	76327	CMJ Holdings S.A. ....	76331
B.E.S.T. ING. S.à r.l. ....	76322	Coditel S.à.r.l. ....	76326
Best Real Estate ....	76323	Corber Enterprises S.à r.l. ....	76326
BFR Funding S.A. ....	76323	Corderie Dor Luxembourg S. à r.l. ....	76329
BHI Finance S.A. ....	76323	Corning SK Luxembourg S.à r.l. ....	76329
Biotech Growth Holding SA ....	76323	Cullinan S.à r.l. ....	76322
Blackstone / GSO Capital Solutions Offshore Funding (Luxembourg) S.à r.l. ....	76327	Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg .....	76330
BLK COY (Luxembourg) Investments, S.à r.l. .....	76324	Delen Private Bank Luxembourg S.A. ....	76324
BLK CYE (Luxembourg) Investments, S.à r.l. .....	76324	Foncière de Bagan S.A. ....	76349
BLK HYT (Luxembourg) Investments, S.à r.l. .....	76324	KH II Lending 602 S.à r.l. ....	76331
BLK HYV (Luxembourg) Investments, S.à r.l. .....	76324	Lagniappe HF S.à r.l. ....	76358
Bornbet GmbH ....	76325	Madison House S.à.r.l. ....	76327
B.S.K. Equipment Luxembourg ....	76327	POP 2 S.à r.l. ....	76367
		Structured Solutions ....	76332
		Web Investments S.A. ....	76328

**Bard Operations Center S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 392.220,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 165.921.

Par résolutions signées en date du 17 novembre 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Steven Johnson, avec adresse professionnelle au 17, Calle 2 Sete. 620, Metro Office Park, 00968 Guaynabo, Porto Rico, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 8 juillet 2015;

2. Nomination d'Edgardo Lopez, avec adresse professionnelle au Rd n° 3 Km 77.5, Bo. Rio Abajo, San Geronimo Industrial Park Lot n° 1, 00791 Humacao, Porto Rico, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 8 juillet 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016086388/16.

(160054342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

**B.E.S.T. ING. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2513 Senningerberg, 2, rue des Sapins.

R.C.S. Luxembourg B 121.127.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 4 janvier 2016*

L'an deux mille seize, le quatre janvier,

Suite aux cessions de parts sociales, les six cents parts sociales de la société sont désormais détenues somme suit:

- Monsieur Dany WINBOMONT . . . . .	108
- Monsieur Fernand HENGEN . . . . .	108
- Monsieur Eric HANSEN . . . . .	108
- Monsieur Mike URBING . . . . .	108
- Monsieur Jean-Marc THOMAS . . . . .	60
- Monsieur Luciano QUEIROGA . . . . .	36
- Monsieur Marc GLODEN . . . . .	36
- Monsieur Laurent BUSANA . . . . .	36
Total . . . . .	<u>600</u>

Référence de publication: 2016086385/19.

(160054626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

**Art Deco Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5887 Alzingen, 477, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 122.278.

LE COMITIUM INTERNATIONAL SA (RCS B83527) démissionne de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société ART DECO LUX SA (RCS B 122.278) avec effet immédiat.

Le jeudi 31 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016086362/10.

(160054525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

**Cullinan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 195.486.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087087/9.

(160055255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

**BFR Funding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 75.972.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 mars 2016*

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de M. Riccardo Incani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent M. Peter Van Opstal et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent M. Cyrille Vallée, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016087057/19.

(160055220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**BHI Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 195.583.

—  
*Extrait de la réunion du conseil d'administration en date du 10 mars 2016*

Le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 1, place Dargent, L-1413 Luxembourg avec effet au 15 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087059/11.

(160054903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Biotech Growth Holding SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-4354 Esch-sur-Alzette, 29, rue Henri Koch.  
R.C.S. Luxembourg B 204.414.

—  
*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 23/03/2016*

S'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme BIOTECH GROWTH HOLDING SA au siège social de la société préqualifiée, 14, Op den Drieschen L-4149 Esch/Alzette

L'assemblée générale décide à l'unanimité des voix de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante:

29, rue Henri Koch, L-4354 Esch-sur-Alzette

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette.

D. LEFEVRE / M. LORENT / P. BIASON.

Référence de publication: 2016087060/15.

(160054795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Best Real Estate, Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 34.438.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087056/9.

(160055290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**BLK COY (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 164.665.

Les comptes annuels au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016087066/11.

(160054909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**BLK CYE (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 164.668.

Les comptes annuels au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016087067/11.

(160054910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**BLK HYT (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 164.666.

Les comptes annuels au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016087068/11.

(160054911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**BLK HYV (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 164.667.

Les comptes annuels au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016087069/11.

(160054912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Delen Private Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 27.146.

L'extrait du conseil d'administration tenu le 18 mars 2016, contenant la délégation des pouvoirs de signatures, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087111/10.

(160055036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Bati Expansion, Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 104.023.

Le bilan au 31.07.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Pour ordre  
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.  
Boîte Postale 1307  
L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016087054/14.

(160055206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Bornbet GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 102.241.

**AUSZUG**

Aus einer Urkunde der Gesellschaft mit beschränkter Haftung BORNbet GmbH mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 102.241, vom 18. März 2016 geht hervor dass:

- Frau Mary-Ann ALTER, Geschäftsführerin, geboren in Koblenz (Deutschland), am 25. Oktober 1978, wohnhaft in L-6419 Echternach, 36, rue de la Chapelle und Herr Ortwin ALTER, Jurist, geboren in Koblenz (Deutschland), am 13. Mai 1980, wohnhaft in L-6488 Echternach, 2B, rue des Vergers zu zusätzlichen Geschäftsführern für eine unbestimmte Dauer ernannt wurden.

Die Gesellschaft wird wie folgt vertreten und verpflichtet:

- durch die alleinige Unterschrift von Herrn Rolf Mathias ALTER;  
- durch die gemeinsamen Unterschriften von Herrn Rolf Mathias ALTER mit Herrn Ortwin ALTER oder mit Frau Mary-Ann ALTER

Echternach, den 24. März 2016.

Référence de publication: 2016087071/20.

(160055096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Citrus Energy International Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 177.267.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2016.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016087077/11.

(160055057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Cadogan GDC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 151.662.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087088/9.

(160054886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**China Designer Outlet Mall S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 168.248.

Conformément à l'article 11bis de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la Société informe que la convention de dépôt entre la Société et Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et enregistrée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 103.123, en tant que dépositaire, a pris fin et ce avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

China Designer Outlet Mall S.A.

Référence de publication: 2016087076/14.

(160055133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Coditel S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 112.067.

*Dépôt rectificatif du dépôt initial L150048890 déposé le 17 mars 2015*

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 mars 2016.

Référence de publication: 2016087079/11.

(160055019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Corber Enterprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 13, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 186.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Signatures

*Signataire autorisé / Signataire autorisé*

Référence de publication: 2016087081/12.

(160055313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Achorlux S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 162.484.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 2 janvier 2016*

Révocation de l'administrateur unique actuellement nommé et nomination d'un nouvel administrateur unique

L'assemblée générale décide de révoquer avec effet immédiat, Monsieur Paul AGNES, actuel administrateur unique et décide de nommer aux fonctions d'administrateur unique avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016 et ce pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021:

Madame Elena ALBU

Née le 13 octobre 1980 à Hunedoara (Hongrie)

demeurant au 32 Ovington Street, London, SW3 2JB (Royaume-Uni)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087002/17.

(160055033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**B.S.K. Equipment Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue du Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 121.699.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Directors s.à r.l. / Ken Van Wezel

*Administrateur / Administrateur*

K. Van Huynegem / -

*Administrateur-délégué / -*

Référence de publication: 2016087042/13.

(160055253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.**Belmont Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 187.159.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Belmont Immobilière S.à r.l.

Représentée par Gilles Duroy

*Gérant de classe B*

Référence de publication: 2016087044/13.

(160055277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.**Blackstone / GSO Capital Solutions Offshore Funding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 137.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 148.997.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions de la Société prises en date du 24 mars 2016 que Madame Emma FLEMING a démissionné avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016 comme gérant de catégorie A de la Société et que Monsieur William FOOT, né le 26 août 1975 à Wokingham (Royaume-Uni), résidant professionnellement à 30 Herbert Street, Dublin 2, Irlande, a été nommé gérant de catégorie A de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2016087045/15.

(160054942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.**Madison House S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3A, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 197.885.

Les comptes annuels du 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016089018/9.

(160057260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

**Web Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 157.600.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 22 mars 2016 que, sur base de l'article 2 des statuts, il a été décidé de:

Transférer le siège social de la société WEB INVESTMENTS S.A.:  
du 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,  
au 22, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Le transfert de siège sera effectif le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour la société*

Référence de publication: 2016086961/16.

(160054476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**4B Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.875,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, Allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 141.686.

Le Gérant décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 2 Rue Wilson, L-2732 Luxembourg à sa nouvelle adresse: 33 Allée Scheffer L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016086967/14.

(160054136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**Algeco/Scotsman Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 222.104.520,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 132.028.

—  
*Extrait des résolutions des actionnaires de la société du 17 mars 2016*

Les actionnaires de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Andrew Gilles Pedder Davies en tant que gérant A de la Société avec effet au 10 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 31 mars 2016.

Référence de publication: 2016087005/14.

(160054852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Cesto S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 130.586.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 mars 2016.

Référence de publication: 2016087096/10.

(160054965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---



**Chauffage du Nord S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7420 Cruchten, 45A, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 22.574.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016087075/14.

(160055268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Corning SK Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 183.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 de la Société Corning SK Luxembourg S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Corning SK Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2016087082/11.

(160055316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Carix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 149.880.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 01/04/2016.

Référence de publication: 2016087094/10.

(160054988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Cinjan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 127.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 31 mars 2016.

Référence de publication: 2016087098/10.

(160054775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Corderie Dor Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, ZI Zare.

R.C.S. Luxembourg B 161.521.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CORDERIE DOR LUXEMBOURG S. à r.l.*

Référence de publication: 2016087106/10.

(160054939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Asia Property Fund IV S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 194.455.

1. Il est à noter que l'adresse professionnelle de monsieur Gregory John Lapham, administrateur de la Société est désormais au 16/F Citibank Tower, 3 Garden Road, Central, Hong Kong.

2. Extrait des résolutions des associés au 24 mars 2016:

Il résulte des dites résolutions que:

Monsieur Costas Constantinides, né le 17 septembre 1979 à Lefkosia, Chypre et demeurant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommé administrateur de la Société avec effet au 24 mars 2016 jusqu'à l'assemblée qui se tiendra le 30 juin 2016 (en remplacement de monsieur Maxence Philippe Alexis Monot, démissionnaire).

Le conseil d'administration est désormais composé comme suit:

- Costas Constantinides
- Audrey Jane Lewis
- Hugo Johannes Leopold Neuman
- Gregory John Lapham

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Référence de publication: 2016087014/22.

(160055046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**ALcontrol Investors (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 60.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 148.998.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de la Société prises en date du 24 mars 2016 que Madame Emma FLEMING a démissionné avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016 comme gérant de catégorie A de la Société et que Monsieur William FOOT, né le 26 août 1975 à Wokingham (Royaume-Uni), résidant professionnellement à 30 Herbert Street, Dublin 2, Irlande, a été nommé gérant de catégorie A de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2016087032/15.

(160054941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 104.980.

*Extrait du Conseil d'Administration du 8 mars 2016*

A l'unanimité, et conformément à l'article 12 des statuts, les membres du Conseil d'Administration ont pris les décisions suivantes:

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Frank Van Eylen, demeurant professionnellement 12, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, en qualité de Dirigeant, en charge de la gestion journalière des affaires de la Société, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, en remplacement de Madame Anne-Marie Goffinet. Monsieur Frank Van Eylen conduira les activités de la Société, au sens de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, conjointement avec Madame Sandra Reiser.

DEGROOF GESTION INSTITUTIONNELLE-LUXEMBOURG

Référence de publication: 2016087110/16.

(160053946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**CMJ Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 111.733.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de CMJ HOLDINGS S.A. tenue le 15 février 2016 au siège de la société*

Il a été décidé ce qui suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Nicolas Hamel, Administrateur démissionnaire;
- de nommer en qualité de nouvel Administrateur:

\* Madame Marie-Aleth Hendessi, Avocat à la Cour, née le 12 septembre 1985 à Paris, 13<sup>ème</sup> arrondissement (France), demeurant professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2017.

Le Conseil d'Administration est désormais composé comme suit: Mesdames Véronique Wauthier et Marie-Aleth Hendessi et Messieurs Raphaël Reybier, Jean-Philippe Delsol et Didier Schönberger.

Pour extrait certifié conforme

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016087101/20.

(160055041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

**Clearstream International, Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 42, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 72.350.

1. En date du 31 mars 2016, les personnes suivantes ont démissionnées du Conseil d'Administration:

- Mark Gem
- Nikolas Schmitz-Lau

2. Il résulte ce qui suit du Procès-verbal de l'actionnaire unique tenue le 24 mars 2016:

La personne suivante a été élue au Conseil d'Administration pour un nouveau mandat, qui commence le 1<sup>er</sup> avril 2016 et qui viendra à l'expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels de l'exercice 2018.

- Marcus Thompson Mergenthalerallee 61 D - 65760 Eschborn

Le Conseil d'Administration est actuellement composé des membres suivants:

- Jeffrey Tessler Président
- Gregor Pottmeyer
- Marcus Thompson

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016087099/21.

(160055151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

**KH II Lending 602 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 239.729,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 174.379.

Il est à noter que le siège social de l'associé unique de la Société, KH II Lending 601 S.à r.l., se trouve désormais au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

*Mandataire*

Référence de publication: 2016086673/13.

(160054507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

## **Structured Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 150.669.

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am fünfundzwanzigsten Januar.

Vor Notar Carlo Wersandt, mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Vertretung von Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, welche Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

fand die außerordentliche Gesellschafterversammlung der Aktionäre der Structured Solutions, eine Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable), gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gemäß Urkunde vom 7. Januar 2010, aufgenommen durch den Notar Carlo Wersandt in Vertretung von Notar Henri Hellinckx, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 214 vom 2. Februar 2010, und mit Gesellschaftssitz in 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg, und eingetragen in dem Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 150 669 statt. Die Satzung wurde zum letzten Mal geändert gemäß Urkunde vom 30. Juni 2014, aufgenommen durch Notar Henri Hellinckx, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2387 vom 5. September 2014.

Die Gesellschafterversammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Alexandra Beining, Privatangestellte, geschäftsansässig in 304, route de Thionville, L-5884 Hesperange, eröffnet.

Die Vorsitzende bestimmt Frau Annick Braquet, Privatangestellte, geschäftsansässig in 101, rue Cents, L-1319 Luxemburg, zur Protokollführerin der Versammlung.

Die Versammlung ernennt zur Stimmzählerin, Frau Arlette Siebenaler, Privatangestellte, geschäftsansässig in 101, rue Cents, L-1319 Luxemburg.

Nach der Bildung des Verwaltungsvorstandes der außerordentlichen Gesellschafterversammlung stellt die Vorsitzende folgendes fest:

I. Gegenwärtigem Protokoll ist ein Anteilverzeichnis der Aktionäre beigelegt. Dieses Verzeichnis wurde von den Aktionären bzw. deren Vertretern, sowie von dem Verwaltungsvorstand und dem unterzeichneten Notar unterschrieben. Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden ebenfalls gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Die Vorsitzende hält dann fest, dass:

- die Gesellschafterversammlung wurde durch Veröffentlichungen vom 22. Dezember 2015 und 7. Januar 2016 in Luxemburg im Luxemburger Wort, Tageblatt und Memorial C, in Deutschland in der Börsen-Zeitung sowie in Österreich im Amtsblatt der Wiener Zeitung, einberufen, wie durch die entsprechenden Dokumente, die bei der Gesellschafterversammlung vorgelegt wurden, belegt wurde;

- die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Vollmachten der vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der jeweils gehaltenen Aktien sind in der Anwesenheitsliste aufgeführt; besagte Liste wird durch das Büro beigelegt und bleibt diesem Protokoll beigelegt. Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben ebenfalls diesem Protokoll beigelegt.

- eine erste rechtmäßig einberufene Versammlung fand am 21. Dezember 2015 statt, gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Hellinckx, um über dieselbe Tagesordnung zu befinden, jedoch war diese nicht beschlussfähig.

- aus der vorerwähnten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 115 Aktien in gegenwärtiger Urkunde vertreten sind.

Somit kann diese zweite Versammlung über alle Punkte der Tagesordnung beraten und beschließen, welches auch immer das Präsenzquorum ist.

III. Die Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautet wie folgt:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach nach 304, route de Thionville, L-5884 Hesperange mit Wirkung zum 1. Februar 2016.

2. Anpassung der Satzung an die Dokumente der von der Heydt Invest SA und dementsprechende Neufassung mit Wirkung zum 1. Februar 2016.

3. Anpassung der Definition Verwaltungsgesellschaft von Hauck & Aufhäuser Investmentgesellschaft S.A. auf von der Heydt Invest SA.

4. Anpassung der Definition Handelstag mit Wirkung zum 1. Februar 2016 als alle Tage, an denen die Börse in Luxemburg für den Handel geöffnet ist.

5. Anpassung des Artikels 8 mit Wirkung zum 1. Februar 2016 bezüglich der Zahlung des Rücknahmepreises innerhalb einer Frist von 3 Bankarbeitstagen in Luxemburg ab dem entsprechenden Bewertungstag.

6. Verlegung des Geschäftsjahresendes (Artikel 26 der Satzung) mit Wirkung zum 1. Februar 2016 auf den 31. Januar jeden Jahres, d.h. das Rechnungsjahr beginnt am 01. Februar und endet am 31. Januar. Das laufende Geschäftsjahr welches am 01. Oktober 2015 begonnen hat, endet am 31. Januar 2016.

7. Verlegung des Datums der jährlichen Generalversammlung (Artikel 23 der Satzung) auf den vierten Dienstag des Monats Mai um 15.00 Uhr luxemburgischer Zeit.

8. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder

- Herr Stefan Schneider, berufsansässig 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

- Frau Marie-Anne van den Berg, berufsansässig 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zum 31. Januar 2016.

9. Bestellung von:

- Herrn Tobias Tretter, geboren am 02.11.1979 in Weiden (Oberpfalz), berufsansässig Talacker 35, CH-8022 Zürich

- Herrn Stefan Thomas Barein, geboren am 30.10.1965 in Ulm, berufsansässig 304, route de Thionville, L-5884 Hesperange

mit Wirkung zum 1. Februar 2016 bis zur Generalversammlung im Jahr 2017.

Nach Beratung fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Februar 2016 von 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach nach 304, route de Thionville, L-5885 Hesperange zu verlegen.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, die Satzung mit Wirkung zum 1. Februar 2016 an die Dokumente der von der Heydt Invest SA komplett anzupassen.

#### *Dritter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, die Definition „Verwaltungsgesellschaft“ in der Satzung zu ändern, in dem Hauck & Aufhäuser Investmentgesellschaft S.A. in von der Heydt Invest SA ausgetauscht wird.

#### *Vierter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, die Definition „Handelstag“ in der Satzung mit Wirkung zum 1. Februar 2016 zu ändern, so dass als Handelstag alle Tage bezeichnet werden, an denen die Börse in Luxemburg für den Handel geöffnet ist.

#### *Fünfter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel 8 der Satzung dahingehend mit Wirkung zum 1. Februar 2016 anzupassen, dass die Zahlung des Rücknahmepreises innerhalb einer Frist von 3 Bankarbeitstagen in Luxemburg ab dem entsprechenden Bewertungstag erfolgen kann.

#### *Sechster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Geschäftsjahresende (Artikel 26 der Satzung) mit Wirkung zum 1. Februar 2016 auf den 31. Januar eines jeden Jahres zu verlegen, d.h. das Rechnungsjahr beginnt am 01. Februar und endet am 31. Januar. Ferner beschließt die Gesellschafterversammlung, dass das laufende Geschäftsjahr, welches am 01. Oktober 2015 begonnen hat, am 31. Januar 2016 enden soll.

#### *Siebter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, dass Datum der jährlichen Generalversammlung (Artikel 23 der Satzung) auf den vierten Dienstag des Monats Mai um 15.00 Uhr luxemburgischer Zeit zu verlegen.

#### *Achter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung nimmt den Rücktritt an und beschließt die Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder

- Herr Stefan Schneider, berufsansässig 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

- Frau Marie-Anne van den Berg, berufsansässig 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

zum 31. Januar 2016.

#### *Neunter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt die Bestellung von:

- Herrn Tobias Tretter, geboren am 02.11.1979 in Weiden (Oberpfalz), berufsansässig Talacker 35, CH-8022 Zürich

- Herrn Stefan Thomas Barein, geboren am 30.10.1965 in Ulm, berufsansässig 304, route de Thionville, L-5884 Hesperange

mit Wirkung zum 1. Februar 2016 bis zur Generalversammlung im Jahr 2017.

#### *Zehnter Beschluss*

Infolge der vorhergehenden Beschlüsse lautet die Satzung ab 1. Februar 2016 wie folgt:

### Definitionen

"Aktien":	Die Aktien an den verschiedenen Teilfonds.
"Aktienklasse":	Eine Klasse von Aktien mit einer spezifischen Gebühren oder anderen unterscheidbaren Kriterien.
"Aktionär":	Der Inhaber einer/mehrerer Aktien.
"Anteilwert pro Aktie"	Der Wert der Aktie einer Anteilsklasse, ausgedrückt in der Teilfondswährung und festgelegt im Einklang mit den Bestimmungen in Artikel 11 der Satzung.
"BaFin":	Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht oder ihre Nachfolgerin, die mit der Aufsicht über die OGA in der Bundesrepublik Deutschland beauftragt ist.
"Bankarbeitstag":	Jeder Bankarbeitstag in Luxemburg und Frankfurt am Main.
"Bewertungstag":	Jeder Tag, der Bankarbeitstag ist und an dem der Anteilwert pro Aktie berechnet wird, mit Ausnahme des 24.12. und 31.12. eines jeden Jahres.
"CSSF":	Commission de Surveillance du Secteur Financier oder ihre Nachfolgerin, die mit der Aufsicht über die OGA im Großherzogtum Luxemburg beauftragt sind.
"Derivat":	Ein abgeleitetes Finanzinstrument, d.h. insbesondere Optionen und Futures sowie Tauschgeschäfte, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, das an einem geregelten Markt gehandelt wird.
"Drittstaat":	Als Drittstaat im Sinne dieses Verkaufsprospektes sowie im Sinne des vereinfachten Verkaufsprospektes gilt jeder Staat Europas, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist sowie jeder Staat Amerikas, Afrikas, Asiens oder Australiens und Ozeaniens.
"EU":	Die Europäische Union.
"Feeder Fonds":	Ein OGAW, der genehmigt wurde und mindestens 85% seines Vermögens in Anteile eines anderen OGAW oder Teilfonds davon anlegt (d.h. den Master Fonds).
"FMA":	Die Finanzmarktaufsichtsbehörde oder ihre Nachfolgerin, die mit der Aufsicht über die OGA in der Republik Österreich beauftragt ist.
"Teilfondsvermögen":	Die Wertpapiere und sonstigen zulässigen Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds.
"Geldmarktinstrumente":	Instrumente, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.
"Geregelter Markt":	Jeder Markt, der entsprechend der Richtlinie 2004/39/EG des Rates vom 30. April 2004 über Wertpapierdienstleistungen (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen), reguliert ist.
"Gesellschaft":	Structured Solutions S.A. SICAV, die, wo und wann erforderlich, einen, mehrere oder alle Teilfonds beinhaltet.
"Gesellschafterversammlung":	Die Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft oder des betroffenen Teilfonds.
"Gesetz vom 10. August 1915":	Das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils aktuellen und/oder ersetzten Fassung.
"Gesetz vom 17. Dezember 2010":	Das luxemburgische Gesetz vom 17. Dezember 2010 über OGA, in seiner jeweils aktuellen und/oder ersetzten Fassung.
"Handelstag":	Alle Tage, an denen die Börse Luxemburg für den Handel geöffnet ist.
"Institutionelle Aktienklasse":	Aktienklasse, die Institutionellen Anlegern vorbehalten ist
"Institutionelle Anleger":	Ein Anleger, wie von der CSSF im Rahmen des luxemburgischen Rechts, der Richtlinien und der Verwaltungspraxis zuweilen definiert.
"KIID":	Ein Dokument, das den vereinfachten Verkaufsprospekt ersetzt und sinnvolle Angaben zu den wesentlichen Merkmalen der jeweiligen Aktienklasse enthält.
"Master Fonds":	Ein OGAW oder ein Teilfonds davon, in den ein oder mehrere Feeder Fonds mindestens 85% ihres Vermögens anlegen.
"Mémorial":	Das Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, ein Amtsblatt im Großherzogtum Luxemburg.
"Netto-Teilfondsvermögen":	Das Vermögen des Teilfonds abzüglich der dem Teilfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten.
"Nettoinventarwert":	Der Nettoinventarwert ist die Summe der sich im jeweiligen Teilfonds im Umlauf befindlichen Aktien.
"Nicht-Institutionelle Aktienklasse":	Aktienklasse für nicht-institutionelle Anleger.
"Nicht-Institutionelle Anleger":	Ein Anleger, der nicht als Institutioneller Anleger qualifiziert.

"OECD":	Die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, die weltweit Länder vereinigt, die sich zu Demokratie und Marktwirtschaft bekennen.
"OGA":	Ein Organismus für gemeinsame Anlagen, wie durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 definiert.
"OGAW":	Ein Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welcher der OGAW Richtlinie unterliegt.
"OGAW Richtlinie":	Die Europäische Richtlinie 2009/65/EG des Rates vom 13. Juli 2009 betreffend bestimmte OGA in Wertpapieren (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen).
"OTC-Derivat":	Ein abgeleitetes Finanzinstrument, das nicht an einer Börse gehandelt wird.
"Rücknahmepreis":	Der entsprechende Anteilwert pro Aktie des jeweiligen Teilfonds, evtl. unter Erhebung einer Rücknahmeprovision (dies wird in Kapitel VII bei dem jeweiligen Teilfonds erwähnt) und/oder einer Rücknahmegebühr (evtl. bei Rücknahmen innerhalb von 90 Kalendertagen, siehe Kapitel III).
"Satzung":	Dieses Dokument.
"SWIFT":	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication, eine internationale Genossenschaft der Geldinstitute, die ein Telekommunikationsnetz für den Nachrichtenaustausch zwischen den Mitgliedern betreibt.
"Teilfonds":	Ein separates Portfolio von Vermögensgegenständen, auf das eine spezielle Anlagepolitik Anwendung findet und auf das spezielle Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen angewendet werden. Die Vermögensgegenstände sind ausschließlich dafür verfügbar, um die Rechte der Anteilseigner in Bezug auf den Teilfonds und die Rechte der Gläubiger zu befriedigen, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Aufsetzung, Betreiben und Liquidation des Teilfonds entstehen.
"Teilfondswährung":	Die Währung, in der der jeweilige Teilfonds gehalten wird, wie in Kapitel VII, Abschnitt des Verkaufsprospekts angegeben.
"VaR":	Value at risk, ein Risikomanagementverfahren.
"Verkaufsprospekt":	Der Verkaufsprospekt der Gesellschaft, in seiner jeweils gültigen Form.
"Verwaltungsgesellschaft":	von der Heydt Invest SA.
"Verwaltungsrat":	Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.
"Wertpapiere":	Wie in Artikel 1 Nr. 34 des Gesetz vom 17. Dezember 2010 angegeben, d.h.: - Aktien und andere, Aktien gleichwertige, Wertpapiere ("Aktien") - Schuldverschreibungen und sonstige verbrieftete Schuldtitel ("Schuldtitel") - alle anderen marktfähigen Wertpapiere, die zum Erwerb von Wertpapieren durch Zeichnung oder Austausch berechtigen, mit Ausnahme der in Kapitel V Punkt genannten derivativen Finanzinstrumente oder sonstigen Techniken und Instrumente.
"Wirtschaftsprüfer":	Der im Verkaufsprospekt aufgeführte unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé).

### Erster Abschnitt

#### Name und Rechtsform - Gesellschaftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck

**Art. 1. Name und Rechtsform.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("Société d' Investissement à Capital Variable" SICAV) gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 unter dem Namen Structured Solutions, die Gesellschaft.

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in 304, route de Thionville, 5884 Hesperange, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb Luxemburg auf Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden (keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse in das Ausland verlagert werden; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist, die beschafften Mittel in Wertpapiere und andere zulässige Finanzanlagen im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nach dem Grundsatz der Risikostreuung anzulegen und den Aktionären die Ergebnisse der Vermögensverwaltung zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitest möglichen Rahmen entsprechend dem Gesetz vom 17. Dezember 2010.

## **Zweiter Abschnitt Aktien**

**Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Aktienklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten Netto-Vermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend EURO (EUR 1.250.000,-) belaufen. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Datum, zu welchem die Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach luxemburgischen Recht zugelassen wurde, erreicht sein.

Das Erstzeichnungskapital beträgt einunddreißigtausend EURO (EUR 31.000), eingeteilt in 310 Aktien ohne Nennwert.

Die Aktien, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Aktienklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse wird im Einklang mit der Anlagepolitik, wie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt.

Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Portfolio(s) von Vermögenswerten einrichten, welche jeweils einen Teilfonds im Sinne des Artikels 174 Absatz (1) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 darstellen und für eine oder mehrere Aktienklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Portfolio ausschließlich zu Gunsten der jeweiligen Aktienklasse (n) angelegt werden.

Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit ein oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 25 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensaktien durch eine Mitteilung an ihre im Aktionärsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Aktien werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Aktienklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in EURO umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf EURO lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Aktienklassen.

### **Art. 6. Aktien.**

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, dass die Gesellschaft Inhaberaktien ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, werden sie nur in nichtphysischer Form und in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

2. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

3. Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile auszugeben. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögen.

**Art. 7. Ausgabe von Aktien.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Aktien dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag beziehungsweise zu dem



Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als 2 Bankarbeitstage in Luxemburg, ab dem entsprechenden Bewertungstag, betragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedes seiner Mitglieder, jeden Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen nach luxemburgischen Recht, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Sofern die Ausgabe im Rahmen der von der Gesellschaft angebotenen Sparpläne erfolgt, wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten werden auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

**Art. 8. Rücknahme von Aktien.** Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, die vom Verwaltungsrat in dem Verkaufsprospekt für die Aktien festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche 3 Bankarbeitstage in Luxemburg ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in dem Verkaufsprospekt für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, die vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt wird.

Wenn des Weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 9 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Aktienklasse ausgegebenen Aktien festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Am nächstfolgenden Bewertungstag, beziehungsweise zum nächstfolgenden Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

**Art. 9. Umtausch von Aktien.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt, ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des je-

weiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Aktienwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, der vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Aktien.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Aktien nach Auffassung der Gesellschaft luxemburgisches oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Aktieneigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile gewärtigen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als "Ausgeschlossene Personen" definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Aktien und die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an diesen Aktien zur Folge hätte; und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Aktionäre eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien zur Eintragung im Register der Aktionäre wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien eines solchen Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Aktien zur Folge hätte; und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern; und

D. einen Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist. Sofern der Aktionär dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft die von ihm gehaltenen Aktien nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder dessen Rückkauf veranlassen.

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Aktionär bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien, entsprechend der Eintragung im Register der Aktionäre; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Aktien, das Verfahren, nach welchem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Aktionär per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Aktionärs an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Aktien, und im Falle von Namensaktien wird der Name des Aktionärs aus dem Register der Aktionäre gestrichen, im Falle von Inhaberaktien werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, die die Aktien verkörpern, entwertet.

(2) Der Preis, zu welchem jede derartige Aktie erworben wird ("Kaufpreis"), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Anteilwertes pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Aktien zuletzt vor dem Datum der Kaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Aktienzertifikate(s) über die in dieser Kaufmitteilung aufgeführten Aktien ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Kaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Aktien in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Aktien der entsprechenden Aktienklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Kaufpreises bei Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate(s), entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Aktien oder einzelnen Aktien hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Aktien, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Depotbank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Aktionär nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zu Gunsten der jeweiligen Aktienklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf (5) Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt,

zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel können in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Aktien unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Aktien nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

"Ausgeschlossene Person" nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Aktien zeichnen für die Dauer ihres Aktienbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Aktien an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. Berechnung des Anteilwertes.** Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der Teilfondswährung (entsprechend der Bestimmung in dem Verkaufsprospekt) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag, beziehungsweise zu jedem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen.
- (3) Alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere).
- (4) Alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden).
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde.
- (6) Angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden.
- (7) Nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft.
- (8) Die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- (b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- (c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.
- (d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Artikel 18 dieser Satzung) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- (e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden

Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist, ermittelt.

(f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

(g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Regelmäßigen Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

h) Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

(i) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei einer Großbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten für angemessen hält; und
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklasse(n) eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, die an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Aktien beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden; und

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Nettovermögenswert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt, getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft.

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft.

3. Alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, die in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet.

4. Sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Aktien.** Im Hinblick auf jede Aktienklasse werden der Anteilwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in einem, vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, am Bewertungstag; sofern der Anteilwert während ein- und desselben Bewertungstages mehrfach ermittelt wird, gilt jeder dieser Ermittlungszeitpunkte als "Bewertungszeitpunkt" an dem jeweiligen Bewertungstag.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Anteilwertes einer bestimmten Aktienklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Aktien oder den Umtausch zwischen verschiedenen Aktienklassen einstellen:

(a) Während einer Zeit, während der ein Hauptmarkt oder ein sonstiger Markt, an welchem ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, notiert oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte, die dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, beeinträchtigt;

(b) in Notfällen, wenn nach Einschätzung des Verwaltungsrates die Verfügung über Vermögenswerte oder die Bewertung von Vermögenswerten, die dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht vorgenommen werden können;

(c) während eines Zusammenbruchs von Kommunikationswegen oder Rechnerkapazitäten, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten einer solchen Aktienklasse oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung an einer Börse oder an einem sonstigen Markt im Zusammenhang mit den der Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden;

(d) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen, die einer Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können;

(e) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Generalversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder von Aktienklassen oder zum Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre von einem Beschluss des Verwaltungsrates, einen Teilfonds aufzulösen, zu annullieren oder Teilfonds zu verschmelzen;

(f) sofern die Berechnung des Aktienpreises im betreffenden Masterfonds, in den ein oder mehrere Teilfonds investieren, nicht möglich ist, oder

(g) sofern die Berechnung eines Index, der einem Finanzderivat unterliegt und die wesentlich für den/die Teilfonds ist, nicht möglich ist, oder

(h) im Falle der Fusion der Gesellschaft und/oder eines oder mehrerer Teilfonds, falls diese vom Verwaltungsrat für notwendig erachtet wird und im Interesse der betroffenen Aktionäre ist.

Jegliche Aussetzung in den vorgenannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und darüber hinaus den Aktionären mitgeteilt, welche einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien, für welche die Anteilwertberechnung ausgesetzt wird, gestellt haben.

Eine solche Aussetzung im Zusammenhang mit einer Aktienklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Aktien einer anderen Aktienklasse haben.

Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.

### **Dritter Abschnitt** **Verwaltung und Aufsicht**

**Art. 13. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs (6) Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären anlässlich der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes kann die freiwerdende Stelle durch Beschluss der verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates vorläufig besetzt werden; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Geschäftsführers und beigeordneter Geschäftsführer sowie sonstige Angestellte, welche die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates oder Aktionäre an der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, welche ihnen vom Verwaltungsrat übertragen werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Fax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich durch Fax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 17. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann mit jeder luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaft Fondsmanager- oder Anlageberaterverträge abschließen, gemäß derer eine solche Gesellschaft im Hinblick auf die Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung Empfehlungen geben und beraten soll und im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrates, gemäß den Bestimmungen einer schriftlich zu treffenden Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen kann.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

**Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Anlagen eines jeden Teilfonds können aus folgenden Vermögenswerten bestehen:

a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem Geregelten Markt im Sinne der Richtlinie 93/22/EWG notiert oder gehandelt werden;

b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der EU gehandelt werden;

c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates zur amtlichen Notierung zugelassen sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist;

d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel auf einem geregelten Markt im Sinne der vorstehend in diesem Artikel 18 a) bis c) genannten Bestimmungen beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird;

e) Aktien von nach der OGAW Richtlinie zugelassenen OGAW und /oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 a) und b) der OGAW Richtlinie mit Sitz in einem Mitgliedstaat der EU, der Schweiz, der Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, Japan, Hong Kong, Liechtenstein oder Norwegen, sofern

- diese anderen OGAW nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der CSSF derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Aktionäre der anderen OGA dem Schutzniveau der Aktionäre eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der OGAW Richtlinie gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich eine Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Aktien erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Aktien anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf;

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind und dieser Drittstaat zugleich OECD Land und GAFI Land ist;

g) Derivaten, d.h. insbesondere Optionen und Futures sowie Tauschgeschäfte, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den vorstehend in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und /oder OTC-Derivaten, sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Artikels 18 a) bis h), um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des jeweiligen Teilfonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

h) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem Geregelten Markt gehandelt werden und die nicht unter die vorstehend genannte Definition fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der EU oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlichrechtlichen Charakters, der mindestens einem Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den vorstehenden in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind, wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder



- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des vorstehenden ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Als Ziel für die Anlagepolitik eines jeden Teilfonds kann bestimmt werden, dass ein bestimmter, von der CSSF anerkannter, Aktien oder Schuldindex nachgebildet wird.

Der jeweilige Teilfonds kann nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass (i) solche Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind und (ii) in Wertpapieren aus ein und derselben Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds angelegt werden.

h) Aktien oder Anteile eines Master Fonds der als OGAW qualifiziert;

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in dem Verkaufsprospekt der Aktien beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer OGA und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden. Unter der Voraussetzung, dass ein Teilfonds in Übereinstimmung mit den entsprechenden Bestimmungen des Verkaufsprospekts und im von den Gesetzen und Bestimmungen des luxemburgischen Rechts im weitesten Sinne gestatteten Ausmaß in einen oder mehrere Teilfonds (cross fund investments) investieren kann.

Anlagen eines jeglichen Teilfonds können unmittelbar oder mittelbar über vollständig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der zu gegebener Zeit zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrates, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Aktien beschrieben. Bezüge auf "Anlagen" und "Vermögenswerte" in dieser Satzung sollen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, welche mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden, bezeichnen.

**Art. 19. Interessenkonflikt.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) oder Angestellte an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte, die als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft gegensätzliches persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses gegensätzliche persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet. Die beschriebene Regelung findet keine Anwendung auf Entschlüsse des Verwaltungsrats im Zusammenhang mit Geschäften im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit und die zu normalen/verkehrsüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

"Gegensätzliches Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

**Art. 20. Entschädigung des Verwaltungsrates.** Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten, ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter, von angemessenen Auslagen freihalten, welche ihm im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, an welchem er aufgrund seiner Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an welcher die Gesellschaft als Aktionär beteiligt ist oder bei welcher die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Entschädigung erhält, beteiligt ist, außer in Fällen, in welchen er aufgrund solcher Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder fehlerhaften Verhaltens endgültig verurteilt wird; im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, welche von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Gesellschaft von einem

Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere Ansprüche nicht aus.

**Art. 21. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 22. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

#### **Vierter Abschnitt Generalversammlung - Rechnungsjahr - Ausschüttungen**

**Art. 23. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre unabhängig von den Aktienklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts an einem in der Einladung angegebenen Ort am vierten Dienstag des Monats Mai um 15.00 Uhr luxemburgischer Zeit abgehalten.

Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg sein, so wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Einladung zu Generalversammlungen kann vorsehen, dass die Mehrheit- und Beschlussfähigkeitsregeln in Übereinstimmung mit den ausgegebenen und im Umlauf befindlichen Aktien um Mitternacht am fünften (5.) Tag vor der entsprechenden Generalversammlung festgelegt werden. Die Rechte der Aktionäre an einer solchen Versammlung teilzunehmen und ihre Stimmrechte auszuüben, werden in Übereinstimmung mit den Aktien, die von diesem Aktionär zu diesem Zeitpunkt gehalten werden, festgelegt. Die Gesellschaft ist nicht gehalten, die Jahresabschlüsse, den Wirtschaftsprüferbericht und den Geschäftsbericht zur gleichen Zeit wie die Einladung zur Generalversammlung an die Aktionäre zu schicken. Die Einladung muss den Ort und die praktischen Vorkehrungen zwecks zur Verfügungsstellung dieser Dokumente angeben und wird spezifizieren, dass jeder Aktionär anfragen kann, dass ihm diese Dokumente zugeschickt werden.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht (8) Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend der gesetzlichen Bestimmungen im Memorial, in einer oder mehreren luxemburgischen Zeitungen und in anderen Zeitungen, entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates, veröffentlicht.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jede Aktie berechtigt, unabhängig von der Aktienklasse, zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des luxemburgischen Rechts und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 24. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse.** Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit eine Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus können die Aktionäre einer Aktienklasse zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 23 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 25. Auflösung, Verschmelzung und Reorganisation von Teilfonds oder Aktienklassen.** Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettowert eines Teilfonds oder einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) zum Anteilwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Inhaber der entsprechenden Aktienklasse (n) vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Rücknahme aufgeführt werden: die Inhaber von Namensaktien werden schriftlich informiert; die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informieren. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Generalversammlung der Aktionäre einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Anteilwert des Bewertungstages bzw. zum Anteilwert des Bewertungszeitpunktes an einem Bewertungstag, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Aktionären den Anteilwert ihrer Aktien ausbezahlen. Auf den Generalversammlungen der Aktionäre der betreffenden Teilfonds ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Der Liquidationserlös eines Teilfonds und/oder einer Aktienklasse soll nach Abschluss der Liquidation bei der Caisse de Consignation für den gesetzlich festgelegten Zeitraum hinterlegt werden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

Alle zurückgenommenen Aktien werden entwertet.

Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen, nach den Bestimmungen gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 organisierten Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen ("Neuer Teilfonds") zuzuteilen und die Aktien der betroffenen Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen (1) Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem Neuen Teilfonds enthalten), um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Aktien zu ermöglichen.

Unbeschadet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, eine Generalversammlung der Aktionäre der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) die Einbringung der diesem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft beschließen, wobei für einen solchen Beschluss kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Verschmelzung mit der einfachen Mehrheit der auf einer solchen Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlossen werden kann.

**Art. 26. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Februar jeden Jahres und endet am 31. Januar des folgenden Jahres.

**Art. 27. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den geltenden gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberaktien erfolgt gegen Vorlage des Ertragsscheins bei den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann Sachausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen im Rahmen der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

### **Fünfter Abschnitt Schlussbestimmungen**

**Art. 28. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor bzw. mit einem in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union zugelassenen Kreditinstitut im Sinne von Artikel 30 des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, welches die Tätigkeit in Luxemburg sowohl über eine Niederlassung als auch im Wege des Dienstleistungsverkehrs ausüben darf, ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 29. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 31 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 30. Liquidation.** Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Liquidationserlös der Gesellschaft und/oder eines oder mehrerer Teilfonds wird nach Abschluss der Liquidation bei der Caisse de Consignation für den gesetzlich festgelegten Zeitraum hinterlegt werden, sofern nicht alle Anleger erreicht werden können. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

**Art. 31. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 unterliegt, geändert werden.

**Art. 32. Begriffsbestimmungen.** Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Aktionäre erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

**Art. 33. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 und das Gesetz vom 17. Dezember 2010 geregelt.

Nachdem es keine Wortmeldungen mehr gab, wurde das Protokoll geschlossen.

Worüber Urkunde, Geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. BEINIG, A. BRAQUET, A. SIEBENALER und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 27 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/2777. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 17. Februar 2016.

Référence de publication: 2016067612/976.

(160030265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

**Foncière de Bagan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.698.

L'an deux mille quinze, le onze décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société FONCIERE DE BAGAN S.A., une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social sis 29, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.698, constituée par acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 3 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») sous le numéro 1799 en date du 17 septembre 2009 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 juin 2013, publié au Mémorial sous le numéro 2052 en date du 23 août 2013.

L'assemblée est présidée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle sise 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Solange Wolter, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle sise 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg.

Le président a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Les actionnaires de la Société sont dûment représentés par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé. Le nombre d'actions détenues par les actionnaires de la Société représentés à la présente assemblée, est renseigné sur une liste de présence. Ladite liste et les procurations, une fois signées par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées avec le présent acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que la totalité des actions d'une valeur nominale de 100 EUR (cent euros) chacune, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Création d'une nouvelle classe d'actions et approbation de la conversion d'une partie des actions privilégiées de la Société; et

2. Modification et refonte subséquente des statuts de la Société afin notamment de déterminer les droits attachés à cette nouvelle classe d'actions sans toutefois modifier l'objet de la Société.

Après approbation de ce qui précède par les actionnaires de la Société, les résolutions suivantes ont été adoptées:

*Première résolution*

Il est rappelé que le capital social de la Société s'élève actuellement à trente millions six cent huit mille neuf cents Euros (30.608.900 EUR) représenté par (i) cent cinquante-trois mille trois cents (153.300) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent Euros (100 EUR) chacune (les «Actions Ordinaires») et (ii) cent cinquante-deux mille sept cent quatre-vingt-neuf (152.789) actions privilégiées obligatoirement rachetables d'une valeur nominale de cent Euros (100 EUR) chacune (les «Actions Privilégiées»).

Il est décidé d'approuver la création, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, d'une nouvelle classe d'actions d'une valeur nominale de cent Euros (100 EUR) chacune, dont les droits et prérogatives y afférents seront définis dans les statuts de la Société, tels que modifiés par la seconde résolution prise lors de la présente assemblée (les «Actions Privilégiées Non Rachetables»).

Il est décidé à l'unanimité de procéder à la conversion, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, de 83.720 (quatre-vingt trois mille sept cent vingt) Actions Privilégiées détenues par (i) Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France et des Cadres et Salariés de l'Industrie et du Commerce, (ii) SCI RODUN, (iii) Société Civile Im-

mobilière du Club résidence Cala Bianca et (iv) Assurances du Crédit Mutuel Vie (les «Actions Converties») en 83.720 (quatre-vingt trois mille sept cent vingt) Actions Privilégiées Non Rachetables (la «Conversion»).

Par conséquent, le capital de la Société s'élève à trente millions six cent huit mille neuf cents Euros (30.608.900 EUR) représenté par (i) cent cinquante-trois mille trois cents (153.300) Actions Ordinaires, (ii) 69.069 (soixante-neuf mille soixante-neuf) Actions Privilégiées et (iii) 83.720 (quatre-vingt trois mille sept cent vingt) Actions Privilégiées Non Rachetables.

En tant que de besoin, il est précisé que la prime d'émission payée sur les Actions Converties est, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, attachée aux Actions Privilégiées Non Rachetables et allouée au compte prime d'émission spécifique dédié aux Actions Privilégiées Non Rachetables. La prime d'émission payée sur les Actions Privilégiées est, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, attachée aux Actions Privilégiées et allouée au compte prime d'émission spécifique dédié aux Actions Privilégiées.

Il est également précisé que tous les montants qui ont été alloués en réserve dans le cadre des droits à dividendes des Actions Converties sont attachés aux Actions Privilégiées Non Rachetables et alloués à un compte de réserve spécifique, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, il est décidé à l'unanimité de refondre les statuts de la Société, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination et siège social.** Il est formé une société anonyme, sous la dénomination de «FONCIERE DE BAGAN S.A.» (la «Société»), laquelle est régie par les présents statuts (les «Statuts») et par la loi luxembourgeoise, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé par simple décision du directoire des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le directoire estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 2. Objet social.** La Société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises immobilières luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière se rattachant directement à son objet.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La Société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 3. Capital social.** Le capital social est fixé à trente millions six cent huit mille neuf cents Euros (30.608.900 EUR) représenté par (i) cent cinquante-trois mille trois cents (153.300) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent Euros (100.- EUR) chacune (les «Actions Ordinaires»), (ii) 69.069 (soixante-neuf mille soixante-neuf) actions privilégiées obligatoirement rachetables d'une valeur nominale de cent Euros (100.- EUR) chacune (les «MRPS») et/ou les «Actions Privilégiées») et (iii) 83.720 (quatre-vingt-trois mille sept cent vingt) actions privilégiées non rachetables d'une valeur nominale de cent Euros (100 EUR) chacune (les «Actions Privilégiées Non Rachetables», les Actions Ordinaires, les Actions Privilégiées et les Actions Privilégiées Non Rachetables étant dénommées collectivement les «Actions»).

Les détenteurs d'Actions Privilégiées seront dénommés «Actionnaires Privilégiés» et les détenteurs d'Actions Privilégiées Non Rachetables seront dénommés «Actionnaires Privilégiés Non Rachetables». Le terme «Actionnaires» désigne les détenteurs d'Actions Ordinaires, les Actionnaires Privilégiés et/ou les Actionnaires Privilégiés Non Rachetables, selon le contexte dans lequel ce terme sera employé.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

Toute prime d'émission ou prime assimilée payée sur les MRPS est attachée aux MRPS et allouée à un compte prime d'émission spécifique dédié aux MRPS (la "Prime d'Emission Réservee aux MRPS").

Toute prime d'émission ou prime assimilée payée sur les Actions Privilégiées Non Rachetables est attachée aux Actions Privilégiées Non Rachetables et allouée à un compte prime d'émission spécifique dédié aux Actions Privilégiées Non Rachetables (la "Prime d'Emission Réservee aux Actions Privilégiées Non Rachetables").

La Prime d'Emission Réserve aux MRPS et la Prime d'Emission Réserve aux Actions Privilégiées Non Rachetables seront distribuées ou remboursées exclusivement au profit, respectivement, du ou des détenteur(s) des MRPS ou des Actions Privilégiées Non Rachetables.

**Art. 4. Emission et rachat d'Actions.** La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par Action; dans le cas où une Action est détenue par plus d'une personne, la Société se réserve le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Action le temps qu'une personne soit nommée ou désignée par l'ensemble des détenteurs comme étant le seul propriétaire en relation avec la Société.

Les Actions sont nominatives. Les Actions ne sont pas certifiées mais un certificat d'inscription nominative attestant de l'enregistrement de chaque Actionnaire sur le registre des Actionnaires de la Société et le nombre d'actions détenues par lui sera émis par la Société sur demande de l'Actionnaire.

Un registre des actionnaires sera conservé au siège social de la Société. Ce registre présente le nom de chaque Actionnaire, son lieu de résidence ou domicile, le nombre d'Actions détenues par lui, les montants payés pour chaque Action, et le transfert des Actions et les dates de ces transferts.

La Société pourra racheter ses Actions dans les limites décrites par la Loi. Le rachat des Actions Ordinaires ou Actions Privilégiées Non Rachetables est conditionné au rachat préalable des Actions Privilégiées. Les Actions rachetées par la Société n'ont aucun droit de vote ni le droit à la distribution d'un dividende ou de produit de liquidation.

#### 4.1. Les Actions Ordinaires

Toutes les Actions Ordinaires devront être identiques dans tous leurs aspects.

#### 4.2. Les Actions Privilégiées Non Rachetables

Les dispositions concernant les droits pécuniaires des Actions Privilégiées Non Rachetables sont décrites dans l'article 16.1 des Statuts.

1. Toutes les Actions Privilégiées Non Rachetables devront être identiques dans tous leurs aspects.

2. Les Actions Privilégiées Non Rachetables ne sont assorties d'aucun droit de vote.

3. L'(ou les) Actionnaire(s) Privilégié(s) Non Rachetable(s) sont néanmoins autorisés à voter lors de toute assemblée générale convoquée afin de délibérer sur les points suivants:

- l'émission de nouvelles actions assorties de droits préférentiels;
- la détermination du dividende cumulatif recouvrable préférentiel attaché aux actions sans droit de vote, conformément à l'article 15 des Statuts;
- la conversion des actions privilégiées sans droit de vote en Actions Ordinaires;
- la réduction ou le remboursement du capital social de la Société;
- tout changement affectant son objet social;
- l'émission d'obligations convertibles en actions;
- la dissolution de la Société avant son terme;
- la transformation de la Société en une société d'une autre forme légale, la fusion de la Société au sein ou avec une autre société.

4. L'(ou les) Actionnaire(s) Privilégié(s) Non Rachetable(s) devra/devront détenir les mêmes droits de vote que les détenteurs d'Actions Ordinaires à toutes les assemblées, dans le cas où, malgré l'existence de bénéfices disponibles dans ce but, les dividendes préférentiels cumulatifs recouvrables mentionnés aux articles 15.2 et 16 des Statuts (c'est-à-dire le Dividende 1 et le Dividende 2) n'ont pas été payés en totalité pour quelque motif que ce soit durant une période de deux exercices sociaux successifs et jusqu'à la date à laquelle tous les dividendes cumulatifs auront été perçus en totalité.

5. Toute communication des convocations, rapports et documents qui, en vertu de la Loi doivent être envoyés ou notifiés aux Actionnaires, devront également être envoyés ou communiqués à l'(ou aux) Actionnaire(s) Privilégié(s) Non Rachetable(s), à la date qui y sera mentionnée.

#### 4.3. Les Actions Privilégiées

Les dispositions concernant les droits pécuniaires des Actions Privilégiées sont décrites dans l'article 16 des Statuts.

1. Toutes les Actions Privilégiées devront être identiques dans tous leurs aspects.

2. Les Actions Privilégiées ne sont assorties d'aucun droit de vote.

3. L'(ou les) Actionnaire(s) Privilégié(s) sont néanmoins autorisés à voter lors de toute assemblée générale convoquée afin de délibérer sur les points suivants:

- l'émission de nouvelles actions assorties de droits préférentiels;
- la détermination du dividende cumulatif recouvrable préférentiel attaché aux actions sans droit de vote, conformément à l'article 15 des Statuts;
- la conversion des actions privilégiées sans droit de vote en Actions Ordinaires;
- la réduction ou le remboursement du capital social de la Société;
- tout changement affectant son objet social;
- l'émission d'obligations convertibles en actions;

- la dissolution de la Société avant son terme;
- la transformation de la Société en une société d'une autre forme légale, la fusion de la Société au sein ou avec une autre société.

4. L'(ou les) Actionnaire(s) Privilégié(s) devra/devront détenir les mêmes droits de vote que les détenteurs d'Actions Ordinaires à toutes les assemblées, dans le cas où, malgré l'existence de bénéfices disponibles dans ce but, les dividendes préférentiels cumulatifs recouvrables mentionnés aux articles 15.2 et 16 des Statuts (c'est-à-dire le Dividende 1 et le Dividende 2) n'ont pas été payés en totalité pour quelque motif que ce soit durant une période de deux exercices sociaux successifs et jusqu'à la date à laquelle tous les dividendes cumulatifs auront été perçus en totalité.

5. Toute communication des convocations, rapports et documents qui, en vertu de la Loi doivent être envoyés ou notifiés aux Actionnaires, devront également être envoyés ou communiqués à l'(ou aux) Actionnaire(s) Privilégié(s), à la date qui y sera mentionnée.

**Art. 5. Cession d'Actions.** Les Actions sont librement cessibles.

Les cessions peuvent être réalisées par voie de déclaration de cession inscrite au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs représentants dûment habilités. La Société pourra accepter et inscrire au registre des actionnaires un transfert d'Actions sur la base de correspondances ou autres documents adéquats attestant de l'accord intervenu entre le cédant et le cessionnaire.

**Art. 6. Directoire et conseil de surveillance.** En application des dispositions prévues aux articles 60bis-1 à 60bis-19 de la Loi, la Société est dotée d'un directoire chargé de la gestion de la Société et d'un conseil de surveillance chargé du contrôle permanent de la gestion exercée par le directoire.

**Art. 7. Directoire.** A moins que la Société ne possède qu'un seul Actionnaire ou si son capital social est inférieur à cinq cent mille euros (500.000 EUR), le directoire est composé de deux à sept membres, personnes physiques ou morales, actionnaire ou non de la Société, nommées par l'assemblée générale des actionnaires.

Les membres du directoire sont nommés par l'assemblée générale pour une durée n'excédant pas six ans et ils sont rééligibles. Les fonctions des membres du directoire prennent fin à l'issue de la première réunion du conseil de surveillance suivant l'assemblée générale ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les membres du directoire sont révocables par l'assemblée générale des actionnaires à tout moment et ad nutum.

Le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire sont fixés par le conseil de surveillance.

Le directoire désigne en son sein un président qui présidera et organisera toutes les réunions du directoire (le «Président du Directoire»). En son absence, les autres membres du directoire nomment un président intérimaire par délibération à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Le Président du Directoire est révocable par le directoire à tout moment et ad nutum.

Les réunions du directoire se tiennent sur convocation du Président du Directoire soit à son initiative, soit à l'initiative d'au moins deux autres membres, au siège social ou au lieu indiqué dans l'avis de convocation moyennant un préavis de 24 heures à moins que les circonstances exigent une réunion sans délai.

Le directoire se réunira aussi souvent que les affaires et l'intérêt de la Société l'exigeront.

Le directoire peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les membres du directoire sont présents ou représentés et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

Tout membre du directoire a la faculté de se faire représenter en désignant par tout écrit un autre membre du directoire comme son mandataire. Un membre du directoire ne peut représenter qu'un seul autre membre au cours de la même réunion. Tout membre peut également assister à la réunion par conférence téléphonique, visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Toute réunion tenue par des moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège social de la Société.

Le directoire ne délibère et ne procède valablement aux votes que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée, ceci constituant toujours le quorum.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Le Président de séance dispose d'une voie prépondérante en cas de partage des votes.

Nonobstant les dispositions précédentes, en cas de circonstances exceptionnelles, les décisions du directoire peuvent également être prises par voie circulaire à condition que les résolutions soient signées manuellement par tous les membres du directoire, cette signature pouvant figurer sur plusieurs documents identiques qui une fois rassemblés n'en forment plus qu'un. La date d'une délibération par voie circulaire est celle du jour où les signatures de l'ensemble des membres du directoire ont été obtenues.

Les procès-verbaux des réunions du directoire sont signés soit par le Président de séance, soit par au moins deux de ses membres.

Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration de la société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à d'autres organes de la Société sont de la compétence du directoire.



Le directoire représente la Société à l'égard des tiers et en justice. Les limitations de pouvoirs du directoire éventuellement contenues dans les Statuts sont inopposables aux tiers, même si elles sont publiées.

Nonobstant ce qui précède, la Société n'est valablement engagée à l'égard des tiers, en toutes circonstances, que par la signature conjointe de deux membres au moins du directoire de la société, à moins que le directoire ait conféré expressément et spécialement ce pouvoir d'engager la Société à un seul membre du directoire et pour un acte ou transaction déterminée.

Nonobstant ce qui précède, le directoire peut encore nommer expressément un ou plusieurs délégué(s) à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du directoire ou non, à l'exclusion de tout membre du conseil de surveillance. Ce délégué à la gestion journalière pourra engager sous sa seule signature la société.

**Art. 8. Conseil de surveillance.** Le conseil de surveillance veille à contrôler la gestion effectuée par le directoire.

A moins que la Société ne compte qu'un seul actionnaire, le conseil de surveillance est composé d'au moins trois membres, actionnaires ou non, personnes physiques ou morales, nommées et révocables à tout moment ad nutum par l'assemblée générale des actionnaires pour une période maximum de (6) six ans. Ils sont rééligibles. Chaque Actionnaire détenant au moins 5 % du capital en Actions et en droit de vote pourra proposer à l'assemblée générale des Actionnaires la nomination d'un représentant au conseil de surveillance statuant sur base d'une liste de candidats proposée par cet Actionnaire. Deux membres du conseil de surveillance seront obligatoirement nommés parmi une liste de candidats proposée par FONCIERE INEA, en qualité d'Associé et de co-investisseur dans les filiales de la Société, une société ayant son siège social au 21, Avenue de l'Opéra F-75001 Paris, identifiée au SIREN sous le numéro 420 580 508 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre («INEA»).

L'assemblée générale détermine également le nombre de membres du conseil de surveillance, leur rémunération (si le mandat est rémunéré) et la durée de leur mandat.

Le conseil de surveillance doit nommer un président (le «Président du Conseil de Surveillance») en son sein. Le Président du Conseil de Surveillance préside toutes les réunions du conseil de surveillance. En son absence, les autres membres du conseil de surveillance nomment un président intérimaire qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des membres du conseil de surveillance présents ou représentés.

Les réunions du conseil de surveillance sont convoquées par le Président du Conseil de Surveillance ou par deux autres membres du conseil de surveillance aussi souvent que le nécessite l'intérêt de la Société, avec un minimum d'une réunion trimestrielle pour examiner et délibérer sur le rapport d'activité trimestriel échu et prévisionnel rédigé par le directoire. Les réunions se tiennent au siège social ou exceptionnellement, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le Président du Conseil de Surveillance doit convoquer une réunion à la demande d'au moins deux membres du conseil de surveillance ou à la demande du directoire.

Les membres du conseil de surveillance sont convoqués en réunion moyennant un préavis d'au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf si les circonstances exigent d'écourter ce préavis.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

Le conseil de surveillance peut inviter les membres du directoire à assister à ses réunions étant entendu que ces derniers ne peuvent en aucun cas prendre part aux votes.

En outre, chaque membre du conseil de surveillance pourra désigner toute personne de son choix sous réserve que cette personne n'ait pas un conflit d'intérêt avec la Société, nommée «Observateur du conseil de surveillance» dont elle devra communiquer préalablement l'identité aux autres membres du Conseil de Surveillance. Lors de chaque réunion du Conseil de Surveillance, le ou les Observateur(s) du conseil de surveillance aura/ont le droit d'être convoqué(s) et d'assister aux réunions du conseil de surveillance et d'avoir communication des mêmes documents que ceux remis aux membres lors des réunions. Cependant, en aucun cas, le ou les Observateur(s) du conseil de surveillance ne se verra/ont attribuer les droits prévus par la loi et les statuts aux membres du conseil de surveillance ou un droit de vote lors des réunions du conseil de surveillance ou ne devra/ont être pris en compte pour le calcul du quorum.

Tout membre du conseil de surveillance a la faculté de se faire représenter en désignant par tout écrit un autre membre du conseil de surveillance comme son mandataire. Un membre du conseil de surveillance ne peut représenter qu'un seul autre membre au cours de la même réunion. Tout membre peut également assister à la réunion par conférence téléphonique, visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Toute réunion tenue par des moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège social de la Société.

Le conseil de surveillance ne délibère et ne procède valablement aux votes que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée, ceci constitue toujours le quorum.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Le Président de séance dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des votes.

Nonobstant les dispositions précédentes, en cas de circonstances exceptionnelles, les décisions du conseil de surveillance peuvent également être prises par voie circulaire à condition que les résolutions soient signées manuellement par tous les membres du conseil de surveillance, cette signature pouvant figurer sur plusieurs documents identiques qui une fois rassemblés n'en forment plus qu'un. La date d'une délibération par voie circulaire est celle du jour où les signatures de l'ensemble des membres du conseil de surveillance ont été obtenues.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de surveillance sont signés soit par le président de séance, soit par au moins deux de ses membres.

Le conseil de surveillance a pour mission permanente de contrôler la gestion de la Société par le directoire, sans pouvoir s'immiscer dans cette gestion.

A cette fin, le conseil de surveillance a un droit illimité de regard sur toutes les activités de la société. Ses membres peuvent prendre connaissance, au siège social, des livres, comptes, correspondances, résolutions et en général de tous documents de la Société nécessaires au contrôle permanent qu'il exerce. Le conseil de surveillance peut procéder ou faire procéder à toute vérification nécessaire à l'accomplissement de sa fonction.

Le conseil de surveillance a la faculté de nommer un ou plusieurs de ses membres pour lui confier un mandat spécial pour l'exécution de tâches spécifiques.

Le conseil de surveillance peut décider en son sein de créer des commissions. Il fixe la composition et les attributions de ces commissions et ces commissions exercent leurs activités sous sa responsabilité. En aucun cas cependant, cette création de commission ne vaudra délégation de pouvoir ou diminution des pouvoirs du directoire.

Toute décision ou proposition du Directoire de souscription d'une nouvelle tranche d'actions de la Société devra avoir été autorisée par le Conseil de Surveillance préalablement à sa mise en oeuvre.

**Art. 9. Comité d'investissement.** Il sera institué un comité d'investissement (ci-après désigné le «Comité») ayant les caractéristiques suivantes:

A moins que la Société ne compte qu'un seul actionnaire, le Comité est composé d'au moins trois (3) membres, actionnaires ou non, personnes physiques ou morales, nommées et révocables à tout moment ad nutum par l'assemblée générale des actionnaires pour une période maximum de (6) six ans. Ils sont rééligibles.

Chacun des Actionnaires représentant au moins 5% du capital en Actions et en droit de vote de la Société pourra être représenté au Comité. INEA aura le droit de nommer un représentant au Comité.

Le Comité se réunit et délibère aussi souvent que nécessaire dans le cadre de sa mission définie ci-dessous, à l'initiative de l'un ou l'autre de ses membres. Il peut aussi être convoqué par le Président du directoire ou le président du Conseil de surveillance de la Société aussi souvent que nécessaire.

Tous moyens d'expression peuvent être utilisés pour ces réunions: vidéoconférence, téléphone, fax, télex, e-mail, etc. Il est dressé s'il y a lieu notamment en cas d'avis partagé un compte-rendu de chaque réunion, lequel est communiqué à chaque participant pour visa et consigné dans un registre conservé au siège social. Ce procès-verbal sera communiqué aux membres du Conseil de Surveillance.

Le Comité ne délibère valablement que si la moitié de ses membres y sont présents ou représentés, un membre pouvant donner à cette fin une procuration à toute personne de son choix membre ou pas sous réserve de communication préalable de l'identité du représentant tiers ad hoc aux autres membres du Comité. Un membre du Comité peut détenir plusieurs pouvoirs. L'ordre du jour de chaque réunion est fixé d'un commun accord entre ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Le Comité pourra prendre l'avis de tout expert et inviter toute personne à participer à ses réunions.

En outre, chaque membre du comité d'investissement pourra désigner toute personne de son choix sous réserve que cette personne n'ait pas un conflit d'intérêt avec la Société, nommée «Observateur du comité d'investissement» dont elle devra communiquer préalablement l'identité aux autres membres du comité d'investissement. Lors de chaque réunion du comité d'investissement, le ou les Observateur(s) du comité d'investissement aura/ont le droit d'être convoqué(s) et d'assister aux réunions du comité d'investissement et d'avoir communication des mêmes documents que ceux remis aux membres lors des réunions. Cependant, en aucun cas, le ou les Observateurs du comité d'investissement ne se verront attribuer les droits prévus par les statuts aux membres du comité d'investissement ou un droit de vote lors des réunions du comité d'investissement ou ne devront être pris en compte pour le calcul du quorum.

Le Comité délibère sur tous les projets de la Société de vente ou d'acquisition de biens immobiliers ou de titres de société immobilière tel que ces projets sont arrêtés par le directoire dans le cadre de la stratégie définie par le Conseil de Surveillance de la Société et donne un avis consultatif sur ces projets, sauf lorsque l'autorisation préalable de ces projets est de la compétence de l'assemblée des Actionnaires de la Société tel que prévu à l'article 11 ci-dessous.

En cas d'avis positif du Comité, le directoire pourra effectuer l'opération projetée présentée au Comité sans préjudice des autres stipulations statutaires applicables. En cas d'avis négatif, le directoire ne pourra passer outre cet avis qu'à condition d'avoir obtenu l'accord préalable du Conseil de Surveillance de la Société. A défaut d'accord du Conseil de Surveillance, le directoire ne pourra effectuer l'opération projetée qu'avec l'accord préalable de l'assemblée générale des Actionnaires.

**Art. 10. Surveillance de la Société.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

**Art. 11. Assemblée générale.** L'assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les Actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée des Actionnaires de la Société, statuant à la majorité de 75 % (soixante-quinze pourcents) au moins du capital social ou des droits de vote de la Société, sera seule compétente pour approuver des décisions stratégiques de la Société lorsqu'il en a été convenu ainsi dans le cadre de conventions extra-statutaires liant la Société et ses actionnaires.

**Art. 12. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de novembre à 11.00 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 13. Exercice social.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> juillet et finit le 30 juin.

**Art. 14. Réviseur d'entreprise.** Si les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés sont atteints, la Société devra confier le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des Actionnaires, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises conformément à la Loi.

#### **Art. 15. Répartition des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être requise dès que le montant de la réserve légale atteindra dix pour cent (10 %) du capital social de la Société tel que prévu à l'article 3 des Statuts, tel qu'éventuellement augmenté ou réduit.

15.2. Les Actions Privilégiées et les Actions Privilégiées Non Rachetables donneront droit à deux dividendes préférentiels et cumulatifs, appelés Dividende 1 et Dividende 2 tels que définis à l'article 16.1 des Statuts.

15.3. Aucun dividende ou dividende intérimaire ne peut être distribué aux détenteurs d'Actions Ordinaires jusqu'à ce que le Dividende 1 et le Dividende 2 n'aient été payés en totalité.

15.4. Les Actions Privilégiées et les Actions Privilégiées Non Rachetables ne devront donner aucun droit aux distributions de tous surplus ou bénéfices autres que les Dividendes 1, Dividendes 2, Dividendes Intérimaires 1 et Dividendes Intérimaires 2 tels que définis en application de l'article 16.1 des Statuts.

15.5. L'assemblée générale des Actionnaires aura un pouvoir discrétionnaire pour disposer du surplus restant après le paiement du Dividende 1 et du Dividende 2. Elle pourra plus particulièrement affecter un tel profit au paiement d'un dividende aux Actions Ordinaires ou l'affecter aux réserves ou le reporter à plus tard.

15.6. Les Dividende 1, Dividende 2 et dividendes aux Actions Ordinaires ne pourront être distribués (i) qu'après approbation de l'assemblée générale des actionnaires et (ii), dès lors qu'à la date de fin du dernier exercice social les actifs nets présentés dans les comptes annuels (reconstitué le cas échéant en rajoutant au capital, aux réserves et à la prime d'émission inscrits au bilan, la partie du capital, des réserves et de la prime d'émission comptabilisées en dettes de la société) ne sont pas, ou ne deviendraient pas à la suite de telles distributions, moins élevés que le montant du capital souscrit augmenté des réserves qui ne peuvent pas être distribuées en vertu de la Loi ou des Statuts.

15.7. Les dividendes pourront être payés en Euro ou en toute autre devise choisie par l'assemblée générale des Actionnaires et ils seront payés aux lieux et dates déterminés par ladite assemblée.

15.8. Sans préjudice de l'application des dispositions stipulées à l'article 15.5 des Statuts, le directoire pourra décider de payer des dividendes intérimaires suivant les conditions et dans les limites établies par la Loi et les Statuts. Les dividendes intérimaires ne pourront être affectés qu'au paiement du Dividende 1 et du Dividende 2, à l'exclusion de tout dividende ordinaire. Dans tous les cas, la distribution de dividendes intérimaires devra être décidée conformément aux limites établies au paragraphe (i) de l'article 15.6 ci-dessus; dans cette optique, les actifs nets mentionnés audit article 15.6 (ii) devront résulter des comptes intérimaires de la Société.

#### **Art. 16. Droits pécuniaires des Actions Privilégiées et des Actions Privilégiées Non Rachetables.**

##### 16.1. Droit aux dividendes

Chaque Action Privilégiée et Action Privilégiée Non Rachetable donne droit à un premier dividende préférentiel et cumulatif au taux annuel de 2% (deux pourcents) du cumul (i) de la valeur nominale des Actions Privilégiées et des Actions Privilégiées Non Rachetables et (ii) de la prime d'émission totale payée pour les Actions Privilégiées et les Actions Privilégiées Non Rachetables, divisée par le nombre d'Actions Privilégiées et d'Actions Privilégiées Non Rachetables émises, qui sera calculé sur la base d'une année de 365 jours. Le Dividende 1 sera déclaré annuellement, conformément à l'article 15.6 des Statuts (le «Dividende 1»).

Ensuite, chaque Action Privilégiée et Action Privilégiée Non Rachetable donnera droit à un second dividende préférentiel et cumulatif (le «Dividende 2») d'un montant égal à:

$$RF - (D1 + PFR + M) / NAP$$

Où:

RF = résultat fiscal réalisé par la Société relatif à son activité immobilière et/ou de détention d'une participation dans toute filiale luxembourgeoise et/ou étrangère ayant une activité immobilière comme activité principale et aux plus-values

devant être réalisées ou perçues au profit de la Société sur la vente de participations détenues dans de telles filiales (les «Actifs Immobiliers») au cours de l'exercice social;

D1 = montant du Dividende 1 dû au titre du même exercice social;

PFR = le total des pertes fiscales reportables en relation directe avec les Actifs Immobiliers au cours du même exercice social;

M = 0,25% du montant total investi dans les Actifs Immobiliers à la clôture de l'exercice social ou toute autre marge appropriée et liée spécifiquement au montant investi;

NAP = nombre d'Actions Privilégiées et d'Actions Privilégiées Non Rachetables en existence au moment de la déclaration du dividende.

Le Dividende 2 devra être déclaré chaque année, conformément à l'article 15.6 des Statuts. Si le Dividende 2 n'est pas déclaré malgré l'existence de bénéfices disponibles pour ce faire (le «Dividende 2 Dû»), il devra être cumulé au Dividende 2 des prochains exercices sociaux jusqu'à complet paiement. Le montant du Dividende 2 non déclaré relatif aux Actions Privilégiées devra être alloué à une réserve spéciale qui devra rester exclusivement au bénéfice des Actionnaires Privilégiés et devra être utilisé pour payer le Dividende 2 dû aux détenteurs des Actions Privilégiées au moment de la prochaine distribution de Dividendes de la Société (la «Réserve Spéciale des Actions Privilégiées»). Le montant du Dividende 2 non déclaré relatif aux Actions Privilégiées Non Rachetables devra être alloué à une réserve spéciale qui devra rester exclusivement au bénéfice des Actionnaires Privilégiés Non Rachetables et devra être utilisé pour payer le Dividende 2 dû aux détenteurs des Actions Privilégiées Non Rachetables au moment de la prochaine distribution de Dividendes de la Société (la «Réserve Spéciale des Actions Privilégiées Non Rachetables»). Si le Dividende 2 n'est pas déclaré en raison d'une absence de bénéfices suffisants, le montant équivalent au Dividende 2 qui n'a pas pu être déclaré en raison d'une absence de bénéfices suffisants, devra être cumulé au Dividende 2 des prochains exercices sociaux jusqu'à complet paiement.

Dans le cadre des dividendes intérimaires, le Dividende 1 sera évalué selon une base pro rata temporis dépendant du nombre de jours écoulés sur la base d'une année de 365 jours (le «Dividende Intérimaire 1»), et le Dividende 2 sera calculé sur base des gains résultants des Actifs Immobiliers à la date d'établissement des comptes intérimaires à la date de leur distribution (le «Dividende Intérimaire 2»).

#### **Art. 16.2. Droit de rachat.**

1. Les Actions Privilégiées sont des actions rachetables conformément à l'article 49-8 de la Loi. Les Actions Privilégiées souscrites et entièrement libérées devront être rachetées, en totalité au plus tard dans les 10 (dix) ans qui suivent l'émission des Actions Privilégiées (la «Date de Maturité»), et le cas échéant avant la Date de Maturité, en une ou plusieurs fois, sur option des Actionnaires Privilégiés exprimée et approuvée en assemblée générale des Actionnaires à la majorité des des votes exprimés, en cas de cession par la Société des Actifs Immobiliers (la «Date de Rachat»). Dans tous les cas, en cas de pluralité d'Actionnaires Privilégiés, les Actions Privilégiées devront être rachetées au profit de chaque Actionnaire Privilégié, au prorata des Actions Privilégiées rachetables détenues par chaque Actionnaire Privilégié sur le nombre total d'Actions Privilégiées rachetables existantes. Le rachat des Actions Privilégiées pourra uniquement avoir lieu par l'emploi des sommes disponibles pour la distribution conformément à l'article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, y compris ceux de la Réserve Spéciale des Actions Privilégiées). Les Actions Privilégiées Rachetées seront annulées par un vote affirmatif de l'assemblée générale des Actionnaires, tenue conformément à l'article 16.2 des Statuts. Les Actions Privilégiées rachetées par la Société et non encore annulées n'ont aucun droit de vote ni le droit à la distribution d'un dividende ou du produit de liquidation.

2. Réserve spéciale: tant que les Actions Privilégiées n'auront pas été annulées, un montant égal à la valeur nominale, ou, en son absence, à la valeur comptable de toutes les Actions Privilégiées rachetées devra être inclus dans une réserve, qui ne peut pas être distribuée aux Actionnaires sauf dans le cas d'une réduction du capital social souscrit (la «Réserve de Rachat»); la Réserve de Rachat ne peut être utilisée que pour augmenter le capital souscrit par incorporation des réserves.

#### 3. Prix de rachat:

Sauf disposition contraire fixée par l'assemblée générale des actionnaires votant à la majorité requise pour la modification des statuts (ce compris le vote des Actions Privilégiées), le prix de rachat de chacune des Actions Privilégiées payable en espèces ou en nature sera égal (le «Prix de Rachat») à:

$$(VN + DDNP + DPA) / APR + (PE) / AS$$

Où:

VN = la valeur nominale de toutes les Actions Privilégiées

DDNP = montant total des dividendes des Actions Privilégiés, déclarés mais non payés

PE = montant de la Prime d'Émission Réservée aux MRPS

DPA = montant total (i) des Dividende 1 et Dividende 2 destinés aux Actionnaires Privilégiés de tout exercice social clôturé qui n'a pas fait l'objet d'une distribution de résultat par l'assemblée des Actionnaires calculé sur la base des comptes annuels préparés par le directoire et (ii) du Dividende Intérimaire 1 et du Dividende Intérimaire 2 destinés aux Actionnaires Privilégiés calculé sur la base des comptes intérimaires arrêtés à la Date de Rachat ou la Date de Maturité selon le cas.

APR = nombre des Actions Privilégiées rachetées

AS = nombre total des Actions Souscrites

4. Procédure de Rachat: Sauf décision contraire de la Société et des Actionnaire(s) Privilégié(s), le Directoire devra envoyer au plus tard dans les dix (10) jours de la Date de Rachat ou de la Date de Maturité, et au plus tôt dans les 20 (vingt) jours au moins avant la date de rachat effective, une notification écrite par courrier recommandé à chaque Actionnaire Privilégié, à sa/leur dernière adresse connue dans le registre des actionnaires, notifiant ces Actionnaires Privilégiés du nombre d'Actions Privilégiées sur le point d'être rachetées, précisant la date effective de rachat, le prix de rachat et la date prévue pour l'assemblée générale des Actionnaires statuant sur le rachat des Actions Privilégiées. Le prix de rachat de ces Actions Privilégiées sera payable à l'ordre des personnes dont le nom apparaît en qualité de propriétaire sur le registre des Actions sur le compte bancaire fourni à la Société par un tel Actionnaire avant la date de rachat.

5. Report de Paiement du Prix de Rachat: A la Date de Rachat ou la Date de Maturité selon le cas, le paiement du Prix de Rachat pourra être partiellement reporté si la Société n'a pas les réserves disponibles suffisantes, conformément à l'article 72- 1 de la Loi, pour le rachat de toutes les Actions Privilégiées à leur complet Prix de Rachat. Dans une telle hypothèse, la Société rachètera néanmoins les Actions Privilégiées et payera, au moment du rachat, uniquement la partie du Prix de Rachat égale au montant des sommes disponibles pour le rachat à la Date de Rachat ou la Date de Maturité selon le cas (le «Paiement Partiel des MRPS»). Par la suite, la Société payera aux anciens détenteurs de MRPS la différence entre le montant du Paiement Partiel des MRPS et le montant du Prix de Rachat, mais seulement à la condition et au moment où la Société aura recouvré, des sommes disponibles suffisantes en numéraire ou en actifs pour un tel paiement, conformément aux dispositions de l'article 72-1 de la Loi (le «Paiement Complet des MRPS»). En cas de Paiement Partiel des MRPS, il est interdit à la Société de procéder à quelque distribution ou paiement en numéraire ou en nature jusqu'à la réalisation du Paiement Complet des MRPS (i) à un détenteur d'Actions Privilégiées Non Rachetables lorsqu'un tel paiement serait supérieur au montant payé aux détenteurs des MRPS ou (ii) à un détenteur d'Actions Ordinaires de la Société.

**Art. 17. Dissolution.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des Statuts.

Après règlement de toutes les dettes et passifs de la Société (incluant la satisfaction du Paiement Complet des MRPS en application de l'article 16. des Statuts) et après paiement de tous les dividendes déclarés et impayés concernant les Actions Privilégiées et les Actions Privilégiées Non Rachetables et le remboursement du capital d'Actions Privilégiées et d'Actions Privilégiées Non Rachetables, au sens du capital social représenté par les Actions Privilégiées et les Actions Privilégiées Non Rachetables plus toute prime d'émission payée pour les Actions Privilégiées inscrite au compte de Prime d'Émission Réservée aux MRPS et toute prime d'émission payée pour les Actions Privilégiées Non Rachetables inscrites au Compte de Prime d'Émission Réservée aux Actions Privilégiées Non Rachetables encore due à ce moment, ou du dépôt de tous fonds à cet effet, le surplus sera payé aux détenteurs d'Actions Ordinaires en proportion du pourcentage détenu dans le capital de la Société par chacun d'eux.

Les Actions Privilégiées ne devront donner aucun droit à des distributions issues d'une procédure de liquidation autres que le droit au paiement du prix de Rachat tel que décrit ci-dessus.

**Art. 18. Révisions.** Les Statuts pourront être modifiés le cas échéant par une assemblée générale des Actionnaires, sous réserve des exigences de quorum et de majorité définies par la Loi.

**Art. 19. Divers.** Toutes les questions qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées par application des dispositions de la Loi.

#### *Estimation des frais*

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à mille cinq cents Euros (1.500.- Euros).

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été clôturée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document aux membres du bureau, ils ont signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40652. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé):* P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016077889/498.

(160042986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

---

**Lagniappe HF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 204.500.

—  
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the sixteenth day of February.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, a notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

New Holland Absolute Return Fund II C.V., a company incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Oude Lindestraat 70, 6411 EJ Heerlen, the Netherlands, registered with the Dutch Register (Kamer van Koophandel) under the number 14094689

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, whose professional address is Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal

After signature *in varietur* by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "Lagniappe HF S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

**Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for a limited period of twenty (20) years as of the date of the incorporation.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## II. Capital - Shares

### Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand (20,000), shares in registered form, having a nominal value of one Dollar (USD 1), each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

## III. Management - Representation

### Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

#### 8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

#### 8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

#### 8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

**Art. 9. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

#### IV. Shareholder

##### **Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.**

###### 11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

###### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

**Art. 12. Sole shareholder.** When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

##### **Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:



(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

#### **Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

#### **Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

### **VII. General provisions**

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one

original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

#### *Transitional provision*

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2016.

#### *Subscription and payment*

New Holland Absolute Return Fund II C.V., represented as stated above, subscribes for twenty thousand (20,000) shares in registered form, having a nominal value of one Dollar (USD 1) each, and agrees to pay them in full by way of a contribution in cash of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000).

The amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

#### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as A/B managers of the Company for an indefinite period:

- APG Asset Management US Inc., a company incorporated under the laws of the United States of America, having its registered office at c/o Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, registered with the State of Delaware under number 2208785, as one manager A of the Company;

- Eric-Jan van de Laar, born in Utrecht (Netherlands) on the twenty-seventh of March nineteen sixty-nine, with professional address at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as one manager B of the Company; and

- Benoît Caillaud, born in Paris (France) on the eleventh of October nineteen seventy-six, with professional address at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as one manager B of the Company.

2. The registered office of the Company is located at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le seizième jour du mois de février.

Par devant le soussigné, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

New Holland Absolute Return Fund II C.V., une société constituée selon les lois des Pays-Bas, dont le siège social est situé au 70, Oude Lindestraat, 6411 EJ Heerlen, les Pays-Bas, immatriculée auprès du registre néerlandais (Kamer van Koophandel) sous le numéro 14094689,

ici représentée par Régis Galiotto, clerk de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

#### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est «Lagniappe HF S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de dette et de capital de toute nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée limitée de vingt (20) ans à compter de la date de constitution.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

(i) d'avoir des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s), nommé(s) par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

**Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

#### 8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour accomplir et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

#### 8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe est Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont exposées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est exigée si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des lieux et à des heures indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant de la Société afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que, si les associés ont nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B, alors un (1) gérant de classe A au moins et (1) gérant de classe B au moins votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée, et tenue et portent la date de la dernière signature.

#### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toute circonstance, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne(s) à laquelle (auxquelles) des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 9. Gérant Unique.** Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence, au sein des Statuts, au Conseil, aux gérants ou à tout gérant doit, selon le cas, être lue comme une référence au gérant unique.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### IV. Associé

#### Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

##### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf si elles sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii) les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre d'associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25), les décisions des associés peuvent être prises par écrit (les Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale confère à son titulaire un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales par le Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale suivant une demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Lorsque les résolutions doivent être prises par écrit, le Conseil envoie le texte desdites résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et retournent leurs votes à la Société endéans un délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions à adopter en Assemblées Générales sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts sont uniquement modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exigent le consentement unanime des associés.

(x) Les Résolutions Ecrites des Associés sont prises avec les conditions de quorum et de majorité précisées ci-avant, et portent la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

**Art. 12. Associé unique.** Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, selon les cas, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

**Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de l'inventaire annuel et du bilan.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la manière suivante:

(i) si le nombre d'associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice social concerné soit (a) lors de l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue) ou (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25), lors de l'Assemblée Générale annuelle.

13.5. Si le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient au siège social ou à tout autre endroit au sein de la commune du siège sociale, tel qu'il est précisé dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures du matin. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvrable suivant.

**Art. 14. Réviseurs d'entreprises/ Commissaires.**

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires, sauf si la loi exige la nomination d'un ou de plusieurs réviseurs d'entreprises. Les commissaires sont rééligibles lors de l'Assemblée Générale annuelle. Ils ne sont pas nécessairement associés.

### **Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires doivent être établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil est autorisé à demander le remboursement des dividendes qui ne correspondent pas aux bénéfices réellement réalisés et les associés doivent sans délais reverser l'excès à la Société si le Conseil l'exige.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant les trois-quarts (3/4) au moins du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation, et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation (le cas échéant) après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

### **VII. Dispositions générales**

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés sont établies par écrit, téléfax, email ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions prises par le Conseil par téléphone ou visio-conférence ou les Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi applicable et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le trente-et-un (31) décembre 2016.

#### *Souscription et libération*

New Holland Absolute Return Fund II C.V., représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire s'élevant à vingt mille dollars américains (USD 20.000).

Le montant total de vingt mille dollars américains (USD 20.000) est à la disposition de la Société, comme cela a été prouvé au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à un montant approximatif de mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

#### *Résolutions des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants A/B de la Société pour une durée indéterminée:

- APG Asset Management US Inc., une société constituée selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, dont le siège social est situé au c/o Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, immatriculée auprès de l'Etat du Delaware sous le numéro 2208785, en qualité de gérant A de la Société;

- Eric-Jan van de Laar, né à Utrecht (les Pays-Bas), le vingt-sept mars mille neuf cent soixante-neuf, de résidence professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en qualité de gérant B de la Société; et

- Benoît Caillaud, né à Paris (France), le onze octobre mille neuf cent soixante-seize, de résidence professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en qualité de gérant B de la Société.

2. Le siège social de la Société est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaut.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été donnée, le notaire instrumentant le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 23 février 2016. Relation: 1LAC/2016/5810. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff.* (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077980/506.

(160043231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

#### **POP 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 168.140.

#### *Extrait de résolutions circulaires de l'actionnaire unique de la société adoptées le 14 mars 2016*

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 14 mars 2016 que le mandat de gérant de Mr Frederic Bonfond prendra fin le 14 mars 2016.

Mr. Bonfond sera remplacé à compter du 14 mars 2016 par Mr. Stephane De Ribeiro, demeurant professionnellement à 9, rue Sainte Zithe, 2763 Luxembourg, comme gérant. Mr. Stephane De Ribeiro est habilité à engager la société conjointement avec le gérant d'Athéna Capital S.à r.l.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016086808/17.

(160054617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

#### **Chêne «Lucus», Société à responsabilité limitée,**

**(anc. A.02 Clés-Mains Guy Rollinger).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 46.281.

L'an deux mille seize,

Le onze mars,

Pardevant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange, soussigné,

A comparu:

La société à responsabilité limitée «A.03 DATAGLOBAL», ayant son siège social à L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 42 928, constituée suivant acte reçu par Maître Marc CRAVATTE, alors notaire de résidence à Ettelbrück, en date du 14 septembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 70 du 15 février 1991,

ici représentée par Monsieur Guy ROLLINGER, demeurant professionnellement à L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons, agissant en sa qualité de gérant unique de la société.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant qu'elle est devenue, de la façon décrite ci-après, l'associée unique de la société à responsabilité limitée «A.02 CLES-MAINS GUY ROLLINGER», ayant son siège social à L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 46 281, constituée suivant acte reçu par Maître Marc CRAVATTE, alors notaire de résidence à Ettelbrück, en date du 30 juin 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 252 du 23 septembre 1988,

*Constat de cession de parts*

Suivant une convention de cession de parts sociales conclue sous seing privé le 31 décembre 2015.

La société à responsabilité limitée «A.01 EURO-ARTISAN GUY ROLLINGER», ayant son siège social à L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 44 664,

a cédé quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales de la société à responsabilité limitée «A.02 CLES-MAINS GUY ROLLINGER» à la société à responsabilité limitée «A.03 DATAGLOBAL», précitée,

Cette cession de parts a eu lieu au prix fixé et aux conditions convenues entre les parties hors la présence du notaire instrumentaire.

Une copie de la prédite convention de cession de parts a été présentée au notaire instrumentaire.

Suite à ce qui précède, les cent (100) parts sociales de la société sont détenues comme suit:

- La société anonyme «A.03 DATAGLOBAL», prénommée, cent parts sociales . . . . .	100
TOTAL: Cent parts sociales . . . . .	100

Ensuite la comparante, représentée comme dit ci-avant, associée unique de la société, a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique décide de changer la dénomination de la société à responsabilité limitée de «A.02 CLES-MAINS GUY ROLLINGER» en «CHÊNE «LUCUS»» et de modifier par conséquent l'article premier (1<sup>er</sup>) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>** . La société prend la dénomination de CHÊNE «LUCUS» »

*Deuxième résolution*

- L'assemblée générale constate la démission de Monsieur Guy ROLLINGER de ses fonctions de gérant unique de la Société et lui donne décharge quant à l'exécution de son mandat.

- L'assemblée générale décide de nommer aux fonctions de gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Joao Alberto DE SOUSA GOMES, pensionné, né le 6 août 1954 à Braga (Portugal), demeurant à L-3510 Dudelange, 2, rue de la Libération.

*Frais*

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de cette assemblée générale à environ neuf cent cinquante euros (950.-€).

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. ROLLINGER, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 mars 2016. Relation: EAC/2016/6539. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 16 mars 2016.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2016082431/62.

(160049308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.